

# Priorité à la création d'entreprises

## En période de crise économique, l'innovation est le facteur-clé de la croissance à long terme

HÉLÈNE DESMARAIS



*L'auteure est présidente du conseil et chef de la direction du Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal (CEIM), et présidente du conseil d'administration des HEC à Montréal.*

**D**epuis l'automne, les gouvernements du monde entier ont lancé des plans de relance dans le but de contrer la crise économique. Ces plans contiennent évidemment des éléments qui permettront d'améliorer la productivité et la compétitivité de notre économie à long terme, comme les investissements dans nos infrastructures publiques.

Malheureusement, une bonne partie des nouvelles dépenses visent surtout à soutenir artificiellement des entreprises ou des secteurs industriels en déclin et à stimuler l'activité économique à court terme. Lorsque l'effet stimulant de ces dépenses sera terminé, nos gouvernements auront accumulé plus de dettes, mais nous n'aurons développé aucune capacité productive additionnelle pour contrebalancer cet endettement.

C'est l'innovation et la création de nouvelles entreprises qui permettent plutôt de faire croître l'économie à long terme. L'innovation, qu'elle soit en technologie de l'information, en énergie renouvelable, en biotechnologie, en génomique, en électronique, ou de tout autre nature, en est le facteur-clé de succès.

Sur ce plan, il n'y a malheureusement pas grand-chose de nouveau. Or, en période de crise, nous devrions être encore plus sensibles qu'à l'habitude à l'importance de développer les entreprises de demain, puisque ce sont elles qui prendront le relais lorsque la reprise sera au rendez-vous. Mais encore faut-il un environnement propice.

Dans quelle mesure le Canada encourage-t-il l'innovation ?

Selon une récente étude du Conference Board of Canada, les Canadiens sont moins performants que leurs concurrents aux étapes-clés de l'innovation. En effet, le Canada se classe 13<sup>e</sup> sur un total de 17 pays industrialisés. Cette étude souligne les difficultés persistantes du Canada à transformer les résultats de ces recherches en produits et services commercialisables pour des marchés globaux. De toute évidence, notre système de valorisation ne donne pas les résultats attendus.

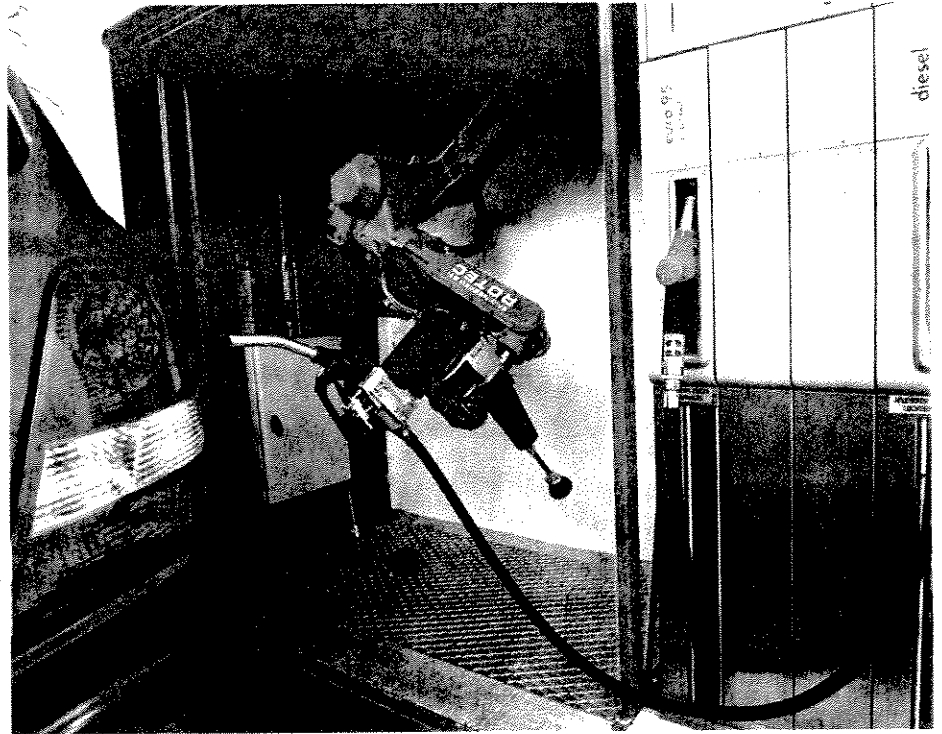


PHOTO MICHAEL KOOREN, ARCHIVES REUTERS

**Les Canadiens sont moins performants que leurs compétiteurs américains ou japonais aux étapes-clés de l'innovation. Des lacunes existent aussi dans la transformation des innovations en produits et services commercialisables.**

Le Canada est-il davantage performant en ce qui a trait à l'entrepreneuriat? Une étude de l'Institut Fraser, en 2007, s'est penchée sur cette question à partir d'un indicateur : le nombre d'entreprises créées. Elle conclut non seulement que le Canada encourage moins l'entrepreneuriat que les États-Unis mais que le Québec fait moins bien que la moyenne canadienne. De 2002 à 2004, le Québec s'est classé sixième

### Les programmes d'aide gouvernementale sont mal adaptés aux besoins du financement d'amorçage.

sur 10 provinces et 54<sup>e</sup> parmi les 50 États américains et 10 provinces canadiennes. Depuis 2001, nous sommes en déclin.

Innover, et plus encore, traduire cette innovation en occasion d'affaires qui contribuera à notre essor économique, requiert non seulement un esprit entrepreneurial, mais aussi du financement d'amorçage. Les programmes d'aide gouvernementale, du Québec et du Canada, sont mal adaptés à cette réalité par rapport à d'autres pays industrialisés.

En effet, même si l'industrie du capital de risque a évolué ces dernières années, le financement de l'amorçage d'entreprises reste négligé par la presque totalité des fonds. Cette étape de l'amorçage, impliquant la preuve de concept, la recherche et développement et les activités de précommercialisation, est pourtant cruciale pour le démarrage d'entreprises technologiques. Elle constitue un passage obligé de la création d'entreprise, particulièrement dans les secteurs de haute technologie exigeant davantage d'investissement en R & D et en commercialisation.

Dans les mois et même les années à venir, les gouvernements du Canada et du Québec vont probablement continuer à intervenir de façon massive. Des dizaines de milliards de dollars vont être dépensés.

J'invite nos décideurs à focaliser leur attention non pas uniquement sur les effets à court terme et la rentabilité électorale des mesures qu'ils vont prendre, mais également sur les effets à long terme. Et en particulier sur la nécessité d'encourager ce maillon essentiel de l'innovation et de l'entrepreneuriat qu'est la disponibilité du capital d'amorçage. Nous sortirons de cette crise d'autant plus forts si nous mettons dès maintenant en place les conditions favorables à l'émergence de l'économie de demain.